

LE TEMPS

Ne peut être vendu séparément

VENDREDI 24 MARS 2017



«Le monde a longtemps été dominé par la philosophie occidentale qui prône la primauté de l'individu. Le modèle chinois et asiatique préconise exactement l'inverse: la primauté de la communauté.» (MARK HENLEY/PANOS PICTURES)

«Sans la Genève internationale, la Suisse serait un Etat très différent»

INTERVIEW Michael Moeller dirige l'Office des Nations unies à Genève depuis 2013. Il reçoit aujourd'hui au Victoria Hall le Prix de la Fondation pour Genève 2017 en présence d'Ivan Pictet, de Kofi Annan et des autorités suisses, cantonales et municipales. Le Danois de 64 ans, qui connaît bien la Cité de Calvin, relève les défis et les succès de la Genève internationale

STÉPHANE BUSSARD
@BussardS

Vous recevez le Prix de la Fondation pour Genève en votre qualité de directeur général de l'Office des Nations unies. Que représente un tel prix pour vous? Je le vois comme une validation du travail que nous avons accompli jusqu'ici. Ce prix est le fruit d'un partenariat multiple au sein des Nations unies et à l'extérieur avec la Confédération, le canton et la ville de Genève. Ce partenariat a d'ailleurs beaucoup évolué et va bien au-delà de la simple relation entre un Etat hôte et une organisation comme l'ONU. Si ces progrès ont été possibles, c'est parce que les intérêts des Nations unies et de la Suisse convergent. Sans la Genève internationale, la Suisse serait un Etat très différent et Genève serait sans doute une ville très différente aussi.

Bénéficiez-vous d'un soutien suffisant de Berne? Nous avons la chance d'avoir un soutien presque sans limites de la Suisse. C'est primordial pour pouvoir déployer notre vision et atteindre les objectifs que nous nous fixons par exemple en matière de dévelop-

pement durable, de climat, de réduction des risques de catastrophe, de médiation, etc. Il importe de cultiver ce partenariat. Car rien n'est acquis pour toujours.

Avec ce prix, vous sentez-vous émotionnellement plus Genevois? Je me sens déjà très Genevois. C'est la quatrième fois que je suis installé à Genève. La première, c'était le 14 mars 1979, quand j'ai fait mes débuts à l'ONU au sein du Haut-Commissariat pour les réfugiés.

Vous êtes à la tête de l'ONU Genève depuis 2013. Or les budgets se rétrécissent. L'administration Trump pourrait réduire la contribution américaine aux Nations unies. Ça vous fait peur? Je suis relativement serein. Le fait d'être confronté à un problème budgétaire de cette ampleur va nous forcer à mener les réformes nécessaires sans devoir sans cesse nous battre à l'interne pour des contreparties, car nous aurons tous le couteau sous la gorge. Parler d'argent est toujours délicat. Or il y a plein d'argent. Mais il va falloir convaincre tous les acteurs que seul un travail conjoint nous permettra de sauver la planète de

plusieurs calamités. Quant à la menace budgétaire en provenance des Etats-Unis, il ne s'agit là que d'un facteur multiplicateur d'une tendance qui existe déjà ailleurs. Nous avons néanmoins des raisons de rester optimistes. Je vois arriver une nouvelle solidarité internationale. Prenez les discours de Xi Jinping à Davos et à l'ONU à Genève. Le président chinois a clairement mis en lumière la nouvelle politique de la Chine qui contredit le discours de fermeture et isolationniste qu'on entend partout. Les plaques tectoniques géostratégiques et géopolitiques bougent. De nouveaux partenariats vont voir le jour.

De quelle manière le discours de Xi Jinping vous a-t-il inspiré? Nous, les Européens et les Nord-Américains, avons trop tendance à voir le monde à travers des lunettes devenues un peu trop étroites. Nos dirigeants tendent à oublier qu'il y a une Afrique, une Asie, une Amérique latine où l'on défend des visions différentes du développement. Il faut en tenir compte quand il s'agira de songer à de nouvelles structures de gouvernance.

Vous avez participé à la Conférence sur la sécurité de Munich. Il y a été question de perte de l'Occident. Ça vous interpelle? Le monde a longtemps été dominé par la philosophie occidentale qui prône la primauté de l'individu. Le modèle chinois et asiatique préconise exactement l'inverse: la primauté de la communauté. Il sera nécessaire de s'inspirer davantage du modèle asiatique si on veut sauver la planète.

«Un problème budgétaire de cette ampleur va nous forcer à mener des réformes»

A posteriori, gèreriez-vous différemment la visite de Xi Jinping à Genève? Certains observateurs pensent que l'ONU s'est couchée devant les exigences chinoises en visitant le Palais des Nations de ses employés... Les termes de cette visite furent le résultat de négociations menées avec les autorités chinoises. C'était la condition sine qua non pour que cet événement

puisse avoir lieu. Si cela n'avait tenu qu'à moi, j'aurais fait un choix sans doute un peu différent. Mais c'est un prix minimal qu'il valait la peine de payer. Le message que Xi Jinping a fait passer à Genève est tellement important pour le multilatéralisme, pour le monde, pour la solidarité mondiale.

Certains voient la Genève internationale comme le parfait contrepoint à la montée des autoritarismes... Genève est une ville de paix. Dans ces moments historiques où le monde est divisé, il a besoin d'un lieu neutre pour parler. Son statut de lieu de pourparlers ne cesse de se renforcer. C'est un centre opérationnel et technique. Sa valeur est incontestée. Nous sommes même victimes de notre succès. Si la Genève internationale continue de grandir, il faudra accepter qu'elle s'étende à la France voisine et à l'Arc lémanique jusqu'à Lausanne. Si les restrictions en matière d'immigration et de visas continuent aux Etats-Unis, où l'ONU a son siège, les gens choisiront de se réunir ailleurs, notamment à Genève où l'écosystème international est beaucoup plus développé qu'ailleurs.

Depuis votre entrée en fonction en 2013, quel bilan tirez-vous de votre mandat? Je commencerais par l'ouverture. Dans une ville de moins de 500 000 habitants, ce qui m'a toujours frappé, c'est de voir deux mondes qui ne se côtoyaient pas. Or notre légitimité dépend des citoyens qui, par leurs impôts, financent le système onusien. C'est pourquoi je suis persuadé qu'il faut changer de mode narratif. Notre impact doit être beaucoup plus visible. J'aimerais qu'à terme on puisse demander à un citoyen lambda l'impact direct de l'ONU sur sa vie personnelle et qu'il nous donne une réponse très claire. Ce travail pédagogique est peut-être ce qui explique en partie le prix que je reçois de la Fondation pour Genève. Le chantier de la restauration du Palais des Nations, dont les travaux sont sur le point de commencer, est un autre succès. En votant les crédits, l'Assemblée générale m'a demandé de trouver des modes de financement innovants afin d'alléger le fardeau global. L'entreprise a été un succès qui a dépassé nos attentes. Ces deux dernières années, nous avons levé des fonds pour près de 100 millions de francs. ■

II Genève internationale

Le SDG Lab, laboratoire de mise en œuvre des Objectifs de développement durable

ONU L'agenda 2030 adopté par l'Assemblée générale en 2015 est une petite révolution. Mais le défi pour atteindre les 17 objectifs qu'il prévoit est réel. Le SDG Lab a pour mission de faciliter la quête de solutions concrètes

STÉPHANE BUSSARD
@BussardS

Adopté à la fin de septembre 2015 par l'Assemblée générale des Nations unies à New York, l'agenda 2030 a été une petite révolution au sein de l'ONU. Le programme est ambitieux. Il prévoit 17 Objectifs de développement durable (ODD) que tous les pays de la planète, dont la Suisse, et non seulement les pays en voie de développement, doivent mettre en œuvre. Nombre de questions demeurent ouvertes, notamment en matière de financement des ODD. Lors de son adoption, ce nouvel agenda, qui succède aux Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), a suscité un enthousiasme manifeste auprès de ceux qui voient les Nations unies se transformer davantage encore en une organisation focalisée sur le développement. Il a aussi généré des critiques nourries. Pour les détracteurs des ODD, il s'agit ici encore d'une liste de vœux pieux: éliminer l'extrême pauvreté et la faim, permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir une éducation de qualité.

«Ce n'est pas un think tank»

De telles formulations peuvent paraître vagues et peu ciblées. Elles résultent pourtant d'un travail conjoint des Etats membres de l'ONU bien sûr, mais aussi de la société civile et du secteur privé. Au SDG Lab, qui vient d'être créé à l'initiative de Michael Moeller, directeur général de l'Office des Nations unies, on en a conscience. Directrice de ce laboratoire des ODD installé au Palais des Nations à Genève, Nadia Isler le souligne: cette nouvelle structure n'a rien d'un think tank ou d'un groupe d'experts qui réfléchirait à l'avenir de la planète. Elle a un objectif très concret: maximiser l'expertise qui abonde au sein de la Genève internationale. Michael Moeller lui-même brise le mythe selon lequel tout se déciderait à New York, et Genève ne ferait qu'appliquer les décisions prises sur l'East River: «A Genève, centre opérationnel et technique du système international



L'élaboration des 17 Objectifs de développement durable est le résultat de la coopération entre l'ONU, les Etats membres, la société civile et le secteur privé. (NATIONS UNIES)

na, on a une compréhension beaucoup plus pointue des ODD du fait de la physiologie de la ville lémanique. Que ce soit dans le monde académique, le secteur privé, les ONG, l'ONU, des initiatives sont lancées quotidiennement. Il y a tellement de compétences ici qu'il fallait récupérer tous les fils et les tisser pour en faire quelque chose qui ait du sens.» Dans le domaine humanitaire, des droits de l'homme, de la santé, de la médiation et de la paix et sécurité, l'écosystème genevois offre des compétences remarquables sur un espace réduit. Mais cette richesse n'est bien souvent pas partagée et reste cloisonnée.

Solutions concrètes

L'idée du laboratoire est de réunir les acteurs concernés par les Objectifs de développement durable et de plancher concrète-

ment sur des solutions pour les atteindre. Nadia Isler connaît le risque du précepte: «The sky is our limit». Elle veut éviter à tout prix de se perdre dans un travail abstrait. Elle refuse aussi d'en faire une tour d'ivoire réservée à un cercle défini de spécialistes. «Notre but est notamment d'amplifier les bonnes pratiques identifiées à l'époque des Objectifs du millénaire, de décortiquer ce qui a marché et ce qui n'a pas marché.» Et l'ex-diplomate suisse de relever: «Nous avons déjà des résultats tangibles. Une ONG vient par exemple de développer un logiciel qui permet de constater les effets concrets des priorités budgétaires fixées par un Ministère des finances: si vous allouez tant d'argent pour atteindre l'objectif 1 (éliminer la pauvreté) des ODD, vous pouvez voir l'impact de cette mesure sur les autres ODD.» Le logiciel permettrait de mesurer les

«Notre but est d'amplifier les bonnes pratiques et de décortiquer les causes des échecs passés»

effets des choix opérés en termes d'allocation des ressources et de mieux prioriser. Le SDG Lab a réuni plusieurs acteurs qui interagissent directement avec les ministères de planification et des finances au niveau des pays. Cet outil leur sera prochainement présenté dans l'idée de les soutenir concrètement dans leurs prises de décisions.

Nadia Isler est très consciente du risque d'apparaître égotique aux yeux du grand public. «C'est

la raison pour laquelle il est fondamental que, dans notre travail, nous établissions un lien avec le terrain.» Le SDG Lab, poursuit sa directrice, ne doit pas être une plateforme de relations publiques, ni un organisme qui ne réfléchit qu'en termes onusiens. Les ressources existent aussi auprès des Etats membres, dans le monde académique, des ONG et dans le secteur privé. «Notre définition de l'expert est très large, explique Nadia Isler. Une enseignante d'une école du canton de Vaud est de facto une experte en matière d'éducation. Ce peut être aussi une enseignante du Burkina Faso qui peut partager une expérience particulière qui illustre la corrélation entre l'éducation et l'égalité des genres. Leurs voix sont fondamentales pour atteindre les ODD, car ces personnes vivent au quotidien les réalités et les défis de leur secteur d'expertise.»

L'esprit de start-up

Le SDG Lab cherche à s'installer dans une maison sise sur le site de l'ONU et qui serait spécifiquement dédiée aux Objectifs de développement durable. Nadia Isler voit le laboratoire un peu comme une start-up. Elle envisage de procéder à des levées de fonds. Elle souhaite aussi collaborer avec des organisations internationales basées à Genève, pour mettre par exemple en contact des collaborateurs de l'Organisation mondiale de la santé actifs sur le terrain et des chercheurs de l'EPFL à Lausanne, prêts à créer des instruments nouveaux. Le SDG Lab, dont les effectifs sont limités, pourrait d'ailleurs faire des émules à Vienne, Nairobi, Rome ou Mogadiscio. A Genève, il n'attend qu'une chose: fédérer les compétences dans un esprit d'innovation et non bureaucratique. Un pari audacieux, mais nécessaire. ■

Un projet qui ambitionne de corriger l'image de la Genève internationale

STRATÉGIE Le Projet de changement de perception a pour objectif de changer le narratif au sujet de la Genève internationale. Il vise à décrire concrètement l'impact direct qu'a le travail accompli au bout du Léman sur le quotidien de chacun

Une boîte noire. Aussi vibrante soit-elle, la Genève internationale reste pour certains un concept abstrait et opaque dont les autorités locales et nationales se gargarisent, mais qui ne représente rien de très tangible. Une sorte de profession de foi qui n'a fait que nourrir le sentiment que la Genève internationale et la Genève locale n'avaient finalement pas grand-chose à partager. C'est pour rompre ce mythe qu'a été institué le Projet de changement

de perception (PCP) à l'initiative de Michael Moeller.

Responsable de cette unité rattachée au directeur général de l'Office des Nations unies, Aziyadé Poltier-Mutal explique: «Notre objectif est d'expliquer l'impact réel qu'a sur chaque individu le travail accompli par les Nations unies, les organisations internationales, les ONG et tous les acteurs de la Genève internationale. Pour ce faire, nous avons réalisé ce qu'il fallait changer de narratif.» Un art du storytelling cher aux Américains dont Michael Moeller a fait désormais sa marque de fabrique. La prospérité et l'aura de Genève ne dépendent plus aujourd'hui du seul vivier d'expertises présentes au bout du Léman. Elles sont aussi tributaires d'une communication à la hauteur d'un monde globalisé.

Cent un partenaires ont déjà rejoint le PCP, dont de nombreuses agences onusiennes, organisations internationales, ONG. Plusieurs missions permanentes commencent elles aussi à s'y intéresser. Tous ces acteurs se retrouvent deux fois par mois. L'effort fourni est multiple. Le PCP contacte ses partenaires et leur propose des infographies pour illustrer une thématique d'actualité. Il élabore des tableaux synoptiques qui résument les activités en cours dans la cité lémanique. L'un d'eux s'intitule «SDG Radar». Il fait le point sur des initiatives, des événements en lien avec les Objectifs de développement durable (ODD).

Le projet PCP a aussi permis la publication d'un premier livre, *Recettes pour la paix, les droits et le bien-être*, une compilation de

recettes imaginées par des chefs d'hôtels genevois et d'un second ouvrage qui reprend des contes du monde entier pour sensibiliser les jeunes aux Objectifs de développement durable par un savant mélange de tradition et de modernité. L'équipe du PCP a développé un partenariat avec Dufry, la chaîne de magasins duty free, pour exposer de grandes affiches «YouNeedToKnow dans les aéroports de Genève, de Zurich et de Heathrow pour mieux expliquer les enjeux des ODD. Le PCP organise des rencontres informelles «Mix & Mash» entre Genevois et expatriés à la Brasserie des Halles de l'île, à Genève.

Au Palais des Nations, une poignée de journalistes saluent la volonté de valoriser ce qui y est accompli, mais ils mettent en garde: le PCP ne doit pas marginaliser leur travail. ■ 5.8U

«Geneva Data», l'expertise sous forme de données

OUTIL Les acteurs de la Genève internationale ont jugé nécessaire de rassembler les données qu'ils génèrent en créant un portail utile aux experts, universitaires, fonctionnaires internationaux et au grand public

La Genève internationale regorge de rapports, de données. Mais elles sont bien souvent peu accessibles ou enfouies dans les arcanes de la bureaucratie. A l'heure du Big Data, les acteurs qui animent Genève ont estimé qu'il était temps de changer les choses. Disposer de données consolidées aujourd'hui constitue à leurs yeux un instrument fondamental pour comprendre une probléma-

tique dans toutes ses dimensions et l'exposer au public. Dans cette optique, les Nations unies, les organisations internationales et les ONG ont décidé de mettre en commun leurs données sur un site internet (Gvadadata.ch).

Ces données comprennent rapports, cartes, profils de pays, *factsheets*, infographies, photos, vidéos. Elles permettent des comparaisons et des recherches ciblées sur des thématiques spécifiques. Elles sont aussi adaptées à des utilisateurs comme les médias et les universitaires. Dans l'idéal, les initiateurs de Geneva Data aimeraient pouvoir intégrer dans la base de données commune des informations sur le tourisme, les hôtels. ■ 5.8U

La Suisse s'est fait une place à l'ONU

DIPLOMATIE Après un débat nourri sur la neutralité et deux votations disputées, la Suisse a adhéré aux Nations unies en 2002. Elle voit son appartenance à l'enceinte multilatérale comme un multiplicateur de sa politique étrangère

STÉPHANE BUSSARD
@Bussard5

Il a fallu s'y prendre à plusieurs fois. En mars 1986, le peuple suisse et la totalité des cantons refusaient sèchement, par plus de 75%, l'adhésion de la Confédération à l'Organisation des Nations unies. Seize ans plus tard, en 2002, la même question est posée après un débat animé sur la neutralité suisse. Lors d'un scrutin marqué par une forte participation (58%), l'adhésion de la Suisse à l'ONU est acceptée par 54,6% des votants. Le résultat est net, mais la majorité des cantons n'a tenu qu'à un fil.

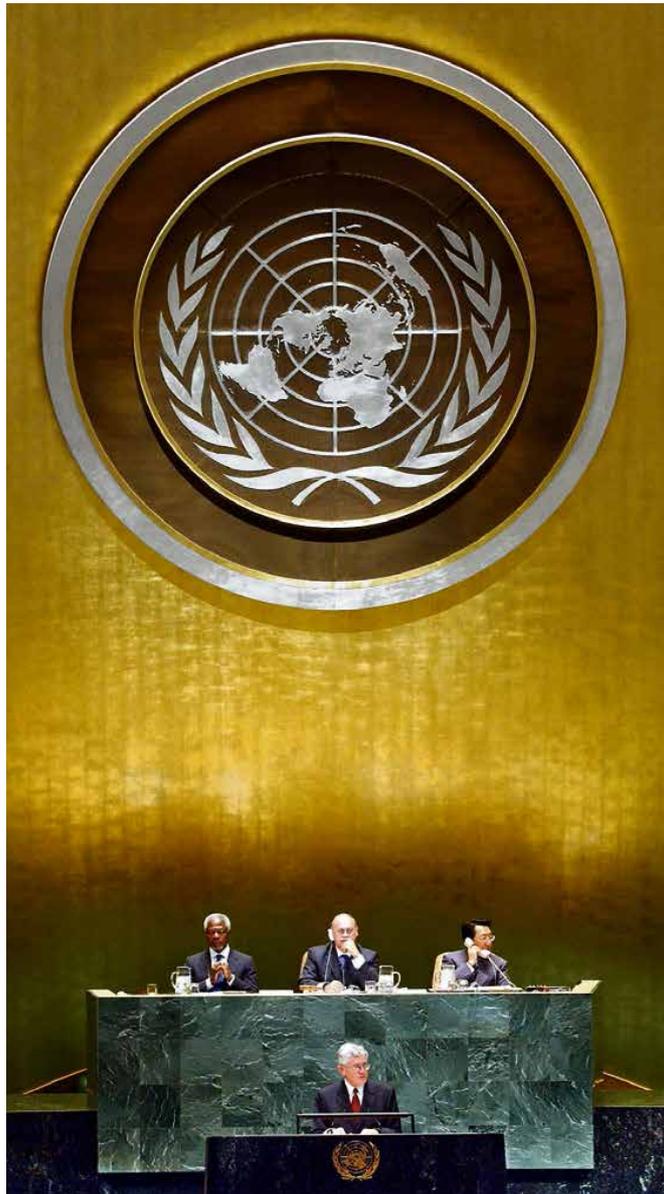
Quête d'influence

Dominique de Villepin aura les mots, à l'Assemblée générale de l'ONU à New York, pour rassurer les Suisses qui avaient encore peur de perdre leurs valeurs dans la plus grande organisation multilatérale de la planète. Dans un discours tenu le 10 septembre 2002 à la tribune onusienne dont l'écho en Suisse sera retentissant, le ministre français des Affaires étrangères livrera un plaidoyer pour soutenir la résolution 1426 du Conseil de sécurité recommandant l'admission de la Confédération au sein de la grande famille onusienne: «La France est particulièrement heureuse et fière d'être aux côtés de la Suisse en ce moment si important de son histoire. [...] La Suisse sera désormais en mesure d'apporter pleinement aux Nations unies toutes les qualités que nous lui connaissons. [...] Car elle porte en elle des exigences qui sont au cœur des valeurs qui nous unissent.»

Quinze ans plus tard, Berne a fait de son appartenance à l'enceinte onusienne un instrument majeur de sa politique étrangère. Plus de

1000 Helvètes travaillent en son sein dont quelque 700 occupent des postes de hauts cadres à l'image de Pierre Krähenbühl, actuel commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine. Avant lui, l'ancien conseiller fédéral Joseph Deiss eut l'honneur d'assumer la présidence de la 65^e session de l'Assemblée générale de l'ONU. Lex, procureur général du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, la Tessinoise Carla del Ponte, est toujours active au sein de la Commission d'enquête internationale sur la Syrie mandatée par le Conseil des droits de l'homme. A New York, la Confédération est présente dans les six commissions de l'Assemblée générale et refuse de n'y faire que de la figuration. Elle cherche à influencer les débats.

Ambassadeur et responsable de la Mission suisse à Genève, Valentin Zellweger le souligne: «L'ONU est une organisation qui défend les mêmes causes que les nôtres. Si on compare la charte onusienne et l'article 54 de la Constitution suisse, les objectifs sont quasiment les mêmes. L'article 54 relève que la Suisse «contribue notamment à soulager les populations dans le besoin et à lutter contre la pauvreté ainsi qu'à promouvoir le respect des droits de l'homme, la démocratie, la coexistence pacifique des peuples et la préservation des ressources naturelles». Son statut d'Etat hôte lui donne un profil particulier de même que le fait qu'elle n'a pas de «visées cachées». «Pour nous, l'ONU est un multiplicateur de la politique étrangère suisse, relève Valentin Zellweger. Et si nous parvenons à nous faire élire au Conseil de sécurité pour la période 2023-2024, ce sera un multiplicateur supplémentaire.»



Le président de la Confédération Kaspar Villiger a tenu le discours officiel devant l'Assemblée générale après que la Suisse fut admise comme 190^e Etat membre des Nations unies. (KEYSTONE/AP PHOTO/STEPHEN CHERNIN)

En quinze ans, la Suisse s'est fait une place au sein de l'organisation. Son principal fait d'arme a sans doute été la création du Conseil des droits de l'homme (CDH) en 2006 dans laquelle elle a joué un rôle central. Depuis, cet organe subsidiaire de l'Assemblée générale a ses travers, mais il demeure le principal forum pour débattre des violations des droits de l'homme dans le monde. L'appel du 13 juin lancé par le conseiller fédéral Didier Burkhalter à l'occasion des 10 ans du CDH pour renforcer la prévention des conflits a été soutenu par 70 pays. «C'est un appel important. Pour nous, le lien entre respect des droits humains et paix et stabilité est clair. Les violations des droits humains sont un indicateur très fin de conflits à venir», souligne Valentin Zellweger. Aujourd'hui, l'un des leitmotivs du secrétaire général des Nations unies, le très «genevois» Antonio Guterres, est... la prévention des conflits.

Lutte contre l'impunité

A New York, la diplomatie suisse avance aussi ses pions. Elle est l'un des fers de lance du groupe ACT (Accountability, Coherence and Transparency) qui vise à accroître la transparence de l'ONU, en particulier du Conseil de sécurité. Aujourd'hui, la présidence tournante du Conseil de sécurité rencontre les représentants d'ACT chaque mois. Ses méthodes de travail ont été en partie modifiées. Deux membres permanents du Conseil des droits de l'homme, la France et le Royaume-Uni, soutiennent le code de conduite élaboré par ACT afin qu'ils s'abstiennent d'utiliser leur veto en cas d'atrocités de masse. Berne s'est aussi fortement impliquée dans l'élaboration des Objectifs de développement durable. La réforme budgétaire de l'ONU est aussi un impératif pour la Suisse.

Faisant de la lutte contre l'impunité une pierre angulaire de son action diplomatique, Berne a toutefois buté sur certaines réalités onusiennes. En demandant que le Conseil de sécurité saisisse la Cour pénale internationale pour les crimes commis en Syrie, la Suisse a dû se rendre à l'évidence des blocages au sein de ce même Conseil. Elle n'hésite toutefois pas à utiliser du capital politique pour défendre le droit humanitaire malgré une difficulté croissante à le mettre en œuvre. En Syrie et au Yémen, des hôpitaux, pourtant fortement protégés par les Conventions de Genève, ont été systématiquement bombardés. «C'est difficile, mais c'est un combat que nous devons mener», conclut Valentin Zellweger. ■

50 000
EMPLOIS

Générés par la Genève internationale (emplois directs, indirects et induits), soit plus de 14% du total des emplois du canton.

3,3
MILLIARDS

Les dépenses directes effectuées par la Genève internationale (organisations internationales, missions, etc.) en 2015.

Histoire d'une rénovation de palais

PLAN STRATÉGIQUE Les premiers travaux de rénovation du Palais des Nations à Genève, dévisés à 837 millions de francs, débutent ces jours. Ils permettront au siège genevois de l'ONU de bénéficier d'infrastructures dignes du XXI^e siècle

Celles et ceux qui ont visité le Palais des Nations en conviendront: les édifices de l'ONU, bâtis entre 1929 et 1936, puis agrandis au début des années 1950 et 1970 ne sont plus à la hauteur de ce qu'un rapport de mars 2016 du Conseil d'Etat genevois sur la Genève internationale décrit comme «le plus grand espace de coopération mondiale». Les salles de conférences, hormis celle du Conseil des droits de l'homme, sont obsolètes. L'équipement date d'un autre âge. Témoins du passé, les bâtiments sont encore bourrés d'amiant.

Les autorités fédérales, cantonales et municipales sont conscientes des enjeux. Le siège genevois de l'ONU accueille chaque année plus de 12 000 réunions et quelque 3000 personnes y travaillent. Face à une concurrence internationale toujours plus vive, des mesures énergétiques s'imposaient. Berne et Genève se sont activés pour convaincre le siège onusien à New York d'investir pour restaurer une structure

qui remonte à la Société des Nations. Avec succès. Peu avant Noël 2015, l'Assemblée générale des Nations unies a approuvé le plan de rénovation du Palais des Nations. Dénommé Strategic Heritage Plan (SHP), celui-ci chiffre les travaux à 837 millions de francs. Le projet sera réalisé par la coentreprise Skidmore, Owings & Merrill LLP / Burckhardt + Partner. L'ONU en assume 436,5 millions alors que la Suisse, en tant qu'Etat hôte, prend à sa charge une facture de 400 millions en grande partie sous forme de prêts sans intérêt remboursables. Les 400 millions se répartissent ainsi: 292 millions de la Confédération, 88 millions pour le canton de Genève dont 60 millions sous la forme de prêts sans intérêt et 20 millions sous la forme d'un apport en nature. Berne avait déjà fait un don de 50 millions de francs pour changer les fenêtres du Palais et installer des panneaux solaires.

Le processus de rénovation entre désormais dans sa phase concrète. Les travaux d'excavation pour la construction d'un nouveau bâtiment (H) offrant 1400 postes de travail doivent débuter ces jours-ci et s'achever aux alentours de 2019. La rénovation proprement dite des édifices existants commencera en 2018. Le Strategic Heritage Plan doit s'achever en 2023.

Il prend en compte les exigences relatives à la réduction des coûts énergétiques et à la préservation du patrimoine.

La philosophie sous-tendant les travaux de rénovation est claire: restituer au Palais des Nations sa valeur originale. Dans cet esprit, les flux de circulation seront rétablis afin de différencier les mouvements du personnel de ceux des conférenciers. Ils seront aussi adaptés aux personnes à mobilité réduite. Le câblage sera changé et la fibre optique installée. Toutes les salles de conférences seront dotées du wi-fi et le réseau de 100 gigabits sera cent fois plus rapide qu'aujourd'hui. Trois salles de conférences supplémentaires seront aménagées et les boxes pour les interprètes passeront de 21 à 44. Un centre de fitness sera installé. La cafétéria principale sera agrandie avec un espace extérieur couvert.

Le Strategic Heritage Plan vise à consolider une Genève internationale qui doit se battre contre un franc fort, des salaires élevés ainsi que des loyers et des hôtels chers en comparaison internationale. Aujourd'hui, après quelques délocalisations effectuées notamment par le Haut-Commissariat pour les réfugiés à Copenhague et à Budapest où les coûts sont moins élevés, la Genève interna-

tionale prend les devants. En tant qu'Etat hôte, la Suisse juge nécessaire de mener des efforts globaux prenant en compte tout l'écosystème genevois. Berne va ainsi offrir un prêt sans intérêt de 70 millions à l'Organisation internationale du travail pour rénover ses bâtiments, 140 millions à l'OMS pour en construire un nouveau, 10 millions au CICR et 59 millions à la Fédération de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. La Confédération prévoit aussi d'accorder un prêt sans intérêts de 150 millions à terme pour la construction d'un nouveau bâtiment de l'Union internationale des télécommunications.

L'un des objectifs poursuivis est de maintenir à tout prix la masse critique de Genève. Si les effectifs de la Genève internationale restent stables (28 000 personnes), le nombre d'organismes qui y déploient des activités augmente. On y dénombre pas moins de 400 ONG. Berne s'évertue par ailleurs à renforcer l'universalité de Genève, aidant les pays moins bien lotis à installer une mission permanente à Genève par une mise à disposition de locaux ou le financement de stagiaires. Sur les 193 Etats membres, seuls 19 pays n'ont pas une mission au bout du Léman. ■ 5.BU

IV Genève internationale



Au Palais des Nations, dans la salle des Droits de l'homme dont le plafond a été réalisé par l'artiste espagnol Miquel Barceló. (AFP / FABRICE COFFRINI)

«L'ordre libéral en place depuis 1945 n'a jamais été aussi menacé»

MULTILATÉRALISME Professeur à l'Institut de hautes études internationales et du développement, Thomas Biersteker analyse la crise du multilatéralisme et la menace qui pèse sur l'ordre international

STÉPHANE BUSSARD
@Bussards

Le multilatéralisme est attaqué de toutes parts aux Etats-Unis et en Europe. Est-il malade? L'un des grands défis auxquels va faire face le nouveau secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, est le recul du multilatéralisme dit formel. Je ne pense pas seulement au Brexit, le vote sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, ou aux déclarations de Donald Trump menaçant d'emprunter la voie isolationniste. Je pense aussi aux organisations intergouvernementales formelles (Figos). Elles ont connu une croissance importante de 1945 à 1989, mais depuis une décennie, il n'y en a quasiment aucune qui a été créée. Ce n'est qu'un indicateur, mais il montre qu'elles ont été remplacées par ce qu'on appelle des institutions de gouvernance informelles comme le G7 ou le G8 ou encore le G20 ou par des initiatives transnationales de gouvernance qui réunissent des Etats, des ONG et le secteur privé. Oui, un certain type de multilatéralisme est en recul, mais d'autres formes émergent.

Qu'est-ce qui explique ce recul? Pendant longtemps, il existait un compromis libéral entre le gouvernement et le peuple. Il tenait au fait qu'envers l'extérieur, l'Etat menait des politiques économiques ouvertes, libérales en ligne avec les préceptes d'Adam Smith et qu'à l'intérieur, ce même Etat compensait les pertes d'emplois dues à une globalisation crois-

sante et à un renforcement du libre-échange. Il obtenait ainsi l'adhésion du peuple. Ce compromis a volé en éclats il y a plusieurs décennies. Aux Etats-Unis, il faut remonter aux années 1980. La libéralisation de l'économie sous la présidence de Ronald Reagan est ce qui a le plus menacé le compromis libéral. On peut assister au même phénomène en Europe et ailleurs, là où les gouvernements ont continué à déréguler l'économie sans garantir, sur le plan social, les filets de sécurité adéquats. La Suisse fait peut-être exception. Avec Donald Trump à la Maison-Blanche, c'est une vraie expérimentation qui commence. Difficile d'en connaître les implications futures. Mais sachant que nombre d'emplois dépendent du commerce international, il y aura certainement des réactions de citoyens américains et d'entreprises qui réaffirmeront leur foi dans l'intégration des marchés.

Dans le cas syrien, le Conseil de sécurité a montré qu'il était incapable d'agir en raison du veto russe et chinois. N'est-il pas l'une des raisons expliquant le manque de crédibilité de l'ONU dans de tels conflits? Dans la crise syrienne, le Conseil de sécurité a été incapable d'agir même face à des preuves prouvant l'utilisation d'armes chimiques. Dans ce cas, il est resté prisonnier d'un fonctionnement basé sur une organisation reflétant les rapports de force de l'immédiat après-guerre. Cet état de fait mine la crédibilité de l'institution. Mais le tableau est plus nuancé. Dans d'autres domaines, le Conseil de sécurité a bien fonctionné, notamment dans ses efforts en faveur de la non-prolifération nucléaire et dans la lutte contre le terrorisme. Il s'est montré relativement créatif pour contrer les ambitions nucléaires nord-coréennes. Il était aussi

uni dans le dossier du nucléaire iranien, dans la gestion des conflits en Afrique. Mais je vois un problème pointer: maintenant que la Russie fait l'objet de sanctions, elle risque d'être beaucoup moins disposée à en imposer à d'autres. Cela a déjà ralenti l'action du Conseil de sécurité au Soudan du Sud et en République centrafricaine.



THOMAS BIERSTEKER
PROFESSEUR À
L'INSTITUT DE
HAUTES ÉTUDES
INTERNATIONALES
ET DU
DÉVELOPPEMENT

«Bloqué dans le cadre de la crise syrienne, le Conseil de sécurité était en revanche uni dans le dossier nucléaire iranien»

L'isolationnisme possible de l'administration de Donald Trump va-t-il renforcer ou affaiblir le multilatéralisme? Si elle choisit une voie très isolationniste, l'accord par exemple sur le nucléaire iranien (JCPOA) sera maintenu même sans les Etats-Unis. Si Washington décide d'appliquer de nouvelles sanctions contre Téhéran, comme le Congrès l'a déjà laissé entendre, l'Amérique va s'isoler.

Genève peut-elle paradoxalement bénéficier de ce recul possible du multilatéralisme en se profilant

comme l'un de ses grands promoteurs? Contrairement à New York où le jeu des puissances prévaut, Genève est ancrée dans l'opérationnel et est beaucoup plus en lien avec le terrain. La culture onusienne de Genève est différente de celle régnant sur l'East River. Mais New York pourrait moins souffrir d'une réduction draconienne (entre 40 et 50%) de la contribution américaine à l'ONU. Une telle réduction aurait un impact disproportionné sur les agences actives dans l'opérationnel dont beaucoup sont installées à Genève. C'est d'autant plus préoccupant que le budget de l'ONU est gelé depuis deux ans.

L'ordre mondial en place depuis 1945 a-t-il vécu? Le modèle libéral n'a jamais été aussi menacé, aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur. Il l'est par ce qu'on appelle le transnationalisme islamiste incarné par Daech (groupe de l'Etat islamique) qui offre une vision fondamentalement différente de l'ordre mondial. Ce mouvement apparaît un peu partout sur la planète. Mais existant en faible nombre, il ne va très probablement pas s'imposer. Il l'est aussi par l'émergence de démocraties dites libérales qui ne résultent pas de ce mariage entre des institutions démocratiques et un système d'économie de marché, mais qui privilégient le mode autoritaire. On est loin de ce que décrit bien le politologue Robert Packenham. Selon ce dernier, les Américains ont toujours cru que l'économie de marché, un climat favorable aux investissements et des politiques démocratiques allaient se renforcer mutuellement. C'est l'hypothèse de la paix démocratique. Aujourd'hui, les démocraties libérales comme la Chine, la Russie, les Philippines et la Turquie ont le vent en poupe. On pensait que ce type de gouvernance avait disparu à tout jamais au cours du XXe siècle. Il revient en force. ■

La mémoire des Nations unies se numérise

ARCHIVES La bibliothèque de l'ONU poursuit sa mue digitale et devient un haut lieu de débats et de dialogue

Mieux comprendre l'histoire pour mieux façonner le présent et l'avenir. On l'oublie un peu mais le Palais des Nations abrite une bibliothèque d'une incroyable richesse. Créée grâce à un don de 2 millions de dollars du philanthrope américain John Rockefeller Jr, installée d'abord à Londres en 1919, puis au Palais Wilson à Genève à partir de 1920, elle prit possession de ses nouveaux murs dans l'actuel Palais des Nations en septembre 1936. Aujourd'hui, hormis sa valeur patrimoniale évidente – elle fut considérée à l'époque comme «l'un des meilleurs exemples de bibliothèques

modernes» –, elle demeure une formidable source d'informations. Elle détient notamment les archives du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme et des mouvements pacifistes internationaux, des collections de tous les documents de la SDN et de l'Office des Nations unies. L'original du traité de Locarno, des cartes, des photos et les archives du *Journal de Genève*. Elle recense aussi de vastes collections de documents de la Commission du

droit international et de traités internationaux. Au total, la «mémoire institutionnelle» du Palais représente plus de six kilomètres de documents, archives et livres.

Depuis plus de dix ans, grâce à un don d'un mécène genevois qui souhaite garder l'anonymat, la bibliothèque de l'ONU poursuit sa mue numérique. Dans cinq ans, près de quatorze millions de pages d'archives de la SDN devraient être consultables sous forme digitale. Plus de soixante bases de données sont déjà disponibles ainsi que des dizaines de milliers de revues et livres électroniques. Si des chercheurs s'accroissent parfois pour plusieurs mois à l'ONU pour pouvoir accéder à la bibliothèque, qui n'est pas publique, la numérisation de cette dernière va élargir encore le cercle des curieux. En 2016, les usagers de la bibliothèque ont été plus de 49 000 dont 17 400 étaient des personnes extérieures à l'ONU.

Depuis quel temps, le directeur de la bibliothèque, Francesco Pisano, s'applique à faire de son institution un lieu vivant de rencontre et de dialogue. En collaboration avec les acteurs de la Genève internationale, il a mis sur pied l'an dernier 36 événements et compte poursuivre sur cette voie. ■ 5.8U

Dans cinq ans, près de quatorze millions de pages d'archives de la SDN devraient être consultables sous forme digitale

Les femmes en quête de parité

GENRE En créant l'ONG Women@TheTable et en cofondant le réseau Geneva Gender Champions, Caitlin Kraft Buchman veut bannir les panels de discussion sans femme. Eclairage sur cette initiative genevoise qui fait des émules à New York

Lors d'un sommet sur les violences sexuelles dans les conflits au Rwanda, Caitlin Kraft Buchman a travaillé avec des Congolaises qui faisaient partie d'une délégation de la RDC. «J'ai eu un déclic. Dans les négociations de paix avec la RDC, j'ai appris qu'il n'y avait que des hommes avec des armes. Je me suis dit qu'il était temps d'agir pour accroître l'influence des femmes dans les discussions.» Cette Américaine qui fut membre du Comité national du Parti démocrate aux Etats-Unis et présidente des démocrates de l'étranger en Suisse fonde l'ONG genevoise Women@TheTable. Pour elle, les petites rivières font les grands fleuves. A Genève se tiennent chaque année plus de 500 panels de discussion sur lesquels les hommes y sont deux fois plus représentés que les femmes. Pour Caitlin Kraft Buchman, il est temps de changer ces automatismes qui datent d'un autre siècle.

Eviter les ghettos

Avec le directeur général de l'Office des Nations unies, Michael Moeller, et Pamela Hamamoto qui fut à la tête de la mission des Etats-Unis à Genève jusqu'en janvier, elle a lancé en septembre 2015 une initiative, Geneva Gender Champions, qui vise à promouvoir la parité de genre au sein de la Genève internationale, dans les discussions, débats et processus de paix. Pour être plus influentes, les femmes ont besoin de plus de visibilité.

Les Gender Champions sont des

responsables d'organisations, d'ONG, d'universités, de missions permanentes ou du secteur privé qui s'engagent à promouvoir la parité des genres. Parmi la centaine de Gender Champions figurent le directeur de l'Organisation mondiale du commerce, Roberto Azevedo, l'ambassadrice de Suède auprès de l'ONU, Veronika Bard, ou encore Philippe Burrin, directeur du Graduate Institute.

Pour accroître le rôle des femmes, il ne suffit pas de créer des débats où ne se retiennent que des femmes sur des questions de femmes. L'initiative Geneva Gender Champions refuse cette ghettoïsation. Caitlin Kraft Buchman le souligne: «Au Conseil des droits de l'homme, on a vu défilier un bon nombre de femmes. Mais, bien souvent, celles qui interviennent sont des victimes et les avocats qui les défendent sont des hommes.» L'initiative ne cherche pas à atteindre que les milieux onusiens ou des organisations internationales. Le secteur privé est aussi concerné à l'image d'IKEA Suisse dont la directrice générale, Simona Scarpaleggia, s'applique à promouvoir le rôle des femmes au sein de son entreprise.

Le travail de Women@TheTable et du Geneva Gender Champions ne se limite pas à la Cité de Calvin. Lundi 20 mars, à l'ONU à New York, a été inauguré le réseau International Gender Champions lors d'un événement organisé par la Mission suisse auprès de l'ONU en partenariat avec Caitlin Kraft Buchman. Plusieurs missions s'y intéressent au même titre que la Commission genre de la ville de New York. Antonio Guterres, secrétaire général des Nations unies, a donné à l'initiative un élan considérable, déclarant, lors de la 61e Commission de la condition de la femme, le 13 mars, qu'il était lui-même un «gender champion». ■ 5.8U